

Pour un Empire européen d'Ulrich Beck et Edgar Grande

PRÉSENTATION CRITIQUE PAR GENEVIÈVE WARLAND

Cet ouvrage¹ du sociologue allemand, professeur à l'université de Munich, écrit en collaboration avec Grande, qui enseigne les sciences politiques dans la même université, forme le dernier volet d'une trilogie sur le « réalisme cosmopolitique », dont les deux premiers tomes ont été respectivement consacrés à la légitimité de la domination dans un contexte d'interdépendance globale (*Pouvoir et contre-pouvoir à l'ère de la mondialisation*) et aux fondements du cosmopolitisme (*Qu'est-ce que le cosmopolitisme ?*)². Mais c'est par un ouvrage plus ancien, *La société du risque*, paru assez récemment en français³, que la pensée de Beck a reçu la faveur des sociologues français. Un des concepts qu'il a forgés connaît une gloire qui dépasse de loin le

monde académique, celui de la seconde modernité. Sous ce terme, Beck rassemble les traits fondamentaux du monde actuel — évanescence des repères traditionnels, pluralité des modes de vie, mobilité, réflexivité accrue dans le rapport des individus à eux-mêmes et au monde, logique inclusive (« et-et ») qui se traduit en politique par la diversité de régimes transnationaux. Cette caractérisation du contemporain s'oppose à la définition de la première modernité, dominée par l'État-nation fondé sur une culture homogène et des repères sociaux stables, des frontières bien délimitées entre l'intérieur et l'extérieur, une souveraineté reposant, par conséquent, sur une logique exclusive (« ou-ou »).

Mondialisation-globalisation, cosmopolitisme et seconde modernité, le décor de l'œuvre est planté. L'acteur principal en est l'Europe, ou plus précisément l'Empire européen. Autant le dire tout de suite, la pièce est longue et ardue, et ce n'est pas une question de langue — la traduction de l'allemand est assez bonne, malgré quelques coquilles et imperfections linguistiques —, mais de raisonnement. Beck et Grande ont un faible pour les définitions

qui s'enchaînent, allant jusqu'à provoquer une avalanche de concepts : universalisme, essentialisme, postmodernisme, reproduction sociale, fragmentation, modernisation réflexive, néofonctionnalisme *versus* intergouvernementalisme, incrémentalisme transnational, décisionnisme réflexif, etc., concepts empruntés à la philosophie, à la sociologie et aux sciences politiques, mais aussi créés par eux.

Différents éclairages sur l'Europe sont projetés : politique (étatisme et domination, abordés dans le chapitre trois), social (l'espace social européen, traité dans le chapitre quatre), international et global (dialectique entre cosmopolitisation et européanisation, étudiée dans le chapitre sept). À côté de ces chapitres qui décrivent la réalité contemporaine en la subsumant sous des catégories centrales, d'autres chapitres se veulent plus programmatiques, proposant des solutions nouvelles tant pour les cadres d'analyse du phénomène européen que pour les politiques mises en place : tels le chapitre cinq portant sur les stratégies de cosmopolitisation de l'Europe aux plans politique, économique et technocratique, le chapitre six s'adressant à la dynamique politique des conflits sociaux de même que le chapitre huit résumant les visions cosmopolitiques pour l'Europe. Quant aux deux premiers chapitres, ils sont consacrés à la mise en place de l'édifice argumentatif à l'aide de la présentation, d'un côté, des difficultés rencontrées par l'Europe, son « malaise » (chapitre un) et, de l'autre, de la théorie réflexive de la modernité en lien avec l'Europe (chapitre deux), laquelle repose sur trois théorèmes : la société du risque, l'individualisation forcée et la mondialisation pluridimensionnelle.

Une double ambition, critique et normative

Ce livre propose une réflexion critique sur la réalité empirique de l'Europe (*anno* 2004), élaborant de la sorte de nouveaux outils théoriques. En même temps, il fustige la recherche sociologique en raison de son nationalisme méthodologique (autrement dit un cadre d'analyse des réalités sociales épousant les frontières classiques de l'État-nation et ne prenant pas suffisamment en compte les influences de l'extérieur). Comme l'exposent les auteurs, son ambition est double : fournir, d'un côté, une nouvelle perspective théorique pour les études européennes menées en sciences sociales et, de l'autre, un soutien intellectuel pour la politique européenne, afin d'aider cette dernière [...] à vaincre son manque d'imagination en lui expliquant tout d'abord ce qu'elle fait elle-même, ce qu'elle est, dans toute la dynamique de sa réalité, et en lui livrant ensuite une nouvelle vision politique » (p. 33). Ce faisant, les auteurs cherchent à « achever ce projet inachevé qu'est l'Europe » (p. 35). Dès lors, leur « nouvelle théorie critique de l'intégration européenne » entend proposer « [...] une alternative à l'*American way*, une *European way*, qui donnera la priorité au respect du droit, à l'égalité politique, à la justice sociale, à l'intégration et à la solidarité cosmopolitique » (p. 370).

C'est dans cet esprit que Beck et Grande construisent un édifice conceptuel complexe, totalisant sans être totalisateur, pouvant servir de grille de lecture des enjeux actuels qui concernent l'Union européenne, les États membres et les individus, citoyens de ces deux entités, autrement dit chacun d'entre nous ! Quelles en sont les composantes principales ?

1 Ulrich Beck et Edgar Grande, *Pour un Empire européen*, traduit de l'allemand par Aurélie Duthoo, Paris, Flammarion, 2007, 412 p.

2 Ces ouvrages sont disponibles en français chez Aubier-Flammarion, le premier ayant également paru dans la collection de poche Champs-Flammarion.

3 U. Beck, *Risikogesellschaft*, Frankfurt am Main, Suhrkamp Verlag, 1986 (*La société du risque. Sur la voie d'une autre modernité*, trad. de L. Bernardi, Paris, Flammarion, 2001. Publié dans la collection Champs-Flammarion en 2003).

L'Europe cosmopolitique, un empire post-hégémonique

Das *kosmopolitische Europa* est le titre original du livre, rendu en français par l'expression « empire européen ». Une telle transposition n'est pas abusive dans la mesure où il est précisé que cet empire est post-hégémonique. Cette dénomination semble aux auteurs cerner le plus adéquatement la réalité de l'Europe : ni État fédéral, ni simple fédération d'États, mais une forme politique nouvelle, transversale, à géométrie variable. Car elle permet à la fois d'entrevoir de nouvelles formes d'intégration politique par-delà les États nationaux et d'ouvrir les yeux sur l'asymétrie réellement existante du pouvoir des États. Mais, en aucun cas, elle ne les raye de la carte politique de l'Europe : « L'Europe cosmopolitique, c'est l'Europe qui reste nationale, mais qui plus jamais ne sera exclusivement nationale [...] » (p. 55).

L'élément moteur de la réflexion est donné par le mot cosmopolitique. Qu'il s'agisse du cosmopolitisme politique (relatif à l'action des acteurs sociaux : États, organisations supra-étatiques, etc.) ou du cosmopolitisme sociologique ou méthodologique (concernant les cadres de la recherche en sciences sociales), le mode de traitement de l'altérité dans la seconde modernité reconnaît les divergences (du point de vue des langues, des cultures, des régimes économiques et des formes étatiques et démocratiques) et les respecte.

Sous un autre angle, l'Europe sans puissance hégémonique repose sur « [...] l'abolition des frontières entre nations, le libre choix, le consensus, les interdépendances transnationales et la plus-value politique qui en résulte » (p. 80). Beck et Grande s'opposent, par là, à deux visions théoriques, la vision néofonctionnaliste qui envisage la construction de l'Europe par les

institutions supranationales, et celle qui la conçoit sur le modèle de l'intergouvernementalisme (comme association d'États-nations). Afin d'éviter toute confusion, signalons encore que ce livre ne comprend pas l'Europe sous la seule forme de l'Union européenne, mais dans un sens plus large : à cette dernière s'ajoute une série d'aliiances (Otan, Oece, AeLe, Esa, Ueo, Osce...) qui participent à son architecture complexe.

Enfin, le processus dynamique qui forme l'Europe est ouvert : sur le plan intérieur, il est soumis à un accroissement des compétences à gérer et, sur le plan extérieur, à des élargissements. Beck et Grande répètent à l'envi que l'Europe est une réalité en construction, le *doing Europe* par la politique, l'éducation, la mobilité, l'économie et la participation citoyenne contribuant à la formation d'une Europe par « en haut » et par « en bas ».

Contre l'idée que l'europanisation est purement et simplement synonyme de planification, les auteurs insistent sur un élément constitutif de ce processus : l'importance des conséquences secondaires, autrement dit des effets non intentionnels. En ce sens, ils montrent à travers plusieurs phénomènes que l'europanisation est le résultat non voulu de l'interaction conflictuelle entre la logique supranationale et la logique intergouvernementale. Telle la Cour de justice européenne qui se voit octroyer par Beck et Grande la mention d'« entrepreneur cosmopolitique » (p. 18). En effet, sa jurisprudence tend à supplanter les droits nationaux dans divers domaines, et cela n'est en rien le résultat de la volonté expresse des eurocrates.

L'Europe réelle : un cosmopolitisme déformé

Le constat de départ sur lequel reposent les propositions de changement est le suivant : l'Europe actuelle traduit certes un cosmopolitisme institutionnalisé, mais ce cosmopolitisme est déformé. À cause de quatre mensonges : le mensonge national (l'Europe comme lieu d'expression des égoïsmes nationaux), le mensonge néolibéral (qui voit dans l'Europe un grand marché de la libre concurrence), le mensonge technocratique (mettant en place des institutions et des procédures peu soucieuses de leur légitimation démocratique) et le mensonge eurocentré (qui voit l'Europe comme un continent s'opposant aux États-Unis et au reste du monde). Pour remédier à cette déformation, les auteurs suggèrent de renouveler les fondements de l'Europe. Dans quatre directions : un renforcement de la société civile européenne sur la base de normes constitutionnelles partagées par tous ; le passage à un modèle post-national de démocratie, accordant au citoyen un rôle actif dans le processus européen de décision ; une approche cosmopolitique de l'intégration, qui ne se réduise pas à l'harmonisation des règles et à l'abolition des différences (nationales) mais, au contraire, reconnaisse ces dernières ; la transformation de l'Europe en force motrice d'un cosmopolitisme global, en tant que membre d'une nouvelle communauté de défense transatlantique.

Une Europe des citoyens

L'Europe cosmopolitique exige une légitimation démocratique, ancrée dans une société civile européenne. La question soulevée ici, qui est celle de l'Europe horizontale, quotidienne, traite des langues

que devrait parler chaque européen (Beck et Grande plaident pour une « polygamie des langues »), de l'éducation, mais aussi et surtout de la formation d'un espace public européen créé par les droits civils. Il s'agit de combler les lacunes démocratiques par de nouveaux modèles de démocratie post-nationale ou « participative » : référendums européens et non nationaux, association de groupes de la société civile de pays non membres de l'Europe à certaines consultations. Il s'agit encore d'encourager les mouvements de la société civile, notamment issus du monde associatif, portés vers des problèmes transnationaux tels que la « justice globale » et le développement durable.

Une Europe sociale

Dans cette Europe cosmopolitique, la logique de la reconnaissance prend le pas sur celle de la redistribution pour la gestion des inégalités et des conflits sociaux. En effet, la théorie de la modernisation réflexive met en évidence les transformations de la dynamique sociale en Europe. Celles-ci relativisent les inégalités perçues comme des réalités sociales (entre classes ou catégories socio-professionnelles) au profit des inégalités entre les pays, les régions et les individus au sein de l'Europe. Par exemple, les conditions matérielles de vie d'un ouvrier munichois peuvent être supérieures à celles d'un cadre ou d'un entrepreneur portugais ou polonais. Une telle prise en compte de l'autre impose une politisation de l'inégalité, impliquant non seulement des transferts interétatiques vers les régions les plus pauvres (comme c'est le cas aujourd'hui), mais encore la définition commune d'un seuil de pauvreté européen.

Une Europe « globale »

L'Europe cosmopolitique n'est pas une Europe repliée sur elle-même. Si les interdépendances sont plus grandes entre pays européens pour des raisons de proximité, elle ne peut se constituer en force. Elle doit également se détourner de l'illusion d'être l'« île des bienheureux » (p. 277). D'une part, elle n'est pas protégée des risques civilisationnels que sont les risques écologiques, financiers et terroristes. D'autre part, la société européenne est elle-même soumise à l'interdépendance globale, par le phénomène des « off-shoring » (délocalisation de la production et des services vers d'autres parties du monde). Dès lors, la question centrale consiste à se demander « quelle est la contribution européenne au débat global qui porte sur la redéfinition de la modernité face aux luttes pour la reconnaissance et la justice, face à la pauvreté croissante et au terrorisme sans frontières ? » (p. 272).

Dans ce cadre, Beck et Grande prennent ouvertement position dans le débat qui concerne l'adhésion de la Turquie à l'Union européenne. Rejetant l'argument de l'unité culturelle de l'Europe (un leurre vu la présence de l'islam), ils se montrent favorables à l'intégration de la Turquie, une Turquie musulmane, démocratique et européenne. Se positionner de la sorte consiste à faire preuve de réalisme cosmopolitique : d'une part, une telle adhésion ne peut, selon les auteurs, qu'accroître la sécurité de l'Europe et, d'autre part, elle répond au modèle de l'intégration différenciée (selon des degrés divers).

Une Europe de la paix et de la liberté

Il reste la question des valeurs communes ou des fondements de cette Europe cosmopolitique. Sur le plan politique, l'Europe du consensus et de la coopération, qui a vaincu les haines entre les anciens belligérants et qui porte en elle la mémoire des plus terribles crimes contre l'humanité comme l'Holocauste, incarne aujourd'hui le tabou de la violence. Toutefois, les auteurs insistent sur l'idée que ce sont des normes procédurales, plutôt que des valeurs culturelles, qui sous-tendent les politiques et rassemblent les États. Ceci étant, l'Europe politique est le creuset de l'Europe de la liberté (de l'individu). Une maxime morale la définit : « [...] ce qu'une société a de cosmopolitique et d'europpéen, c'est que personne n'impose à personne de penser que telle ou telle chose est bonne ou juste, que personne n'impose à personne une quelconque façon de mener sa vie, du moment que personne ne nuit à ses prochains » (p. 152).

Une Europe qui s'interroge

Pour finir, Beck et Grande pointent les dilemmes de l'Europe cosmopolitique. Prendre conscience des impasses de la première modernité ne permet pas pour autant de résoudre tous les problèmes. Tels le dilemme de l'universalisme (avec notamment la question des droits de l'homme : occidentaux ou universels ?), celui de l'intégration (équilibre entre unité et diversité), celui de l'insécurité (positionnement européen et/ou global), celui des frontières (entre ouverture et fermeture, entre national et postnational) et celui de la paix (attitudes face aux menaces mondiales).

Paradoxe méthodologique

Sur un plan critique, la démarche de Beck et Grande contient un paradoxe, lié aux supports qu'ils utilisent. À côté des sources émanant des institutions européennes, la littérature scientifique mentionnée est, en grande partie, le produit d'universitaires allemands, et cela même si les contributions sont rédigées en anglais et si leurs auteurs « officient » à l'étranger, en particulier à l'Institut universitaire européen à Florence. Le paradoxe est le suivant : la dénonciation du nationalisme méthodologique exige de partir d'un point de vue transnational que les références intellectuelles de Beck et Grande, essentiellement nationales en ce qui les concerne, ne traduisent pas à première vue. Une des conséquences est que les idées exposées sont moins originales qu'elles ne paraissent et que ne peuvent le prétendre les auteurs. Pour preuve, la comparaison avec le philosophe français, Jean-Marc Ferry, est éloquent. En effet, dans un vocabulaire différent, Ferry formule de nombreuses thèses analogues à celles des deux Allemands : vision d'une Europe intégrant les États-nations ; plaider pour une Europe sociale, démocratique et citoyenne ; exigence de formation d'une histoire européenne transnationale ; rejet d'une origine culturelle commune comme fondement unique de l'Europe, pour ne citer que les principales⁴.

D'autres critiques pourraient être formulées, comme la caractérisation un peu tranchée du nationalisme méthodologique que dans la discipline historique, qui ne prend pas en compte les innovations en

historiographie croisée, transnationale et globale. Ou encore le fait que ce livre *Pour un Empire européen* présente de nombreuses redondances avec le précédent *Qu'est-ce que le cosmopolitisme ?* : les outils conceptuels sont identiques, le matériau en grande partie aussi de même que les idées défendues ; la différence principale consiste dans la focalisation sur l'Europe. Ces faiblesses, liées à l'étendue des thématiques abordées par Beck et Grande, ne dispensent pas de la lecture de l'ouvrage. Au contraire, elles témoignent de la curiosité et de la vivacité comme de la complexité et de la fertilité de leur pensée. ■

Geneviève Warland rédige une thèse sur le rôle de l'histoire dans la construction d'une identité collective, nationale et européenne. Elle collabore au réseau européen sur les représentations du passé par l'historiographie : European Science Foundation (ESF) : Representations of the Past. Writing National Histories.

Elle a rédigé différents articles qui concernent la problématique de l'Europe aux points de vue historique et philosophique. Certains sont disponibles en ligne sur sa page personnelle aux facultés universitaires Saint-Louis (<http://www.fusl.ac.be>).

4 Voir les livres suivants : *La question de l'État européen* (2003) ; *Europe, la voie kantienne* (2005) et *L'Europe, l'Amérique et le monde* (2004).

Pour un aperçu synthétique, voir « Dix thèses sur "la question de l'État européen" », article disponible sur le site de J.-M. Ferry : <http://users.skynet.be/sky95042>.